



LA DISCRIMINATION OU LES INEGALITES HOMMES/ FEMMES DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Bulgarie

Introduction

Le travail reste très important pour les hommes et les femmes. Il est une source principale pour la reproduction, la qualité de vie et aussi souvent pour donner le sens et le plaisir de la vie. Dans tous les pays de l'Europe "Le travail reste central pour les deux sexes, même si cette centralité du travail s'organise complètement différemment selon le genre " (Kergoat, 1998, p.326). Mais le monde du travail est aussi une source de souffrance pour beaucoup des gens à cause du manque de travail, des conditions d'accès à l'emploi, des conditions du travail, des inégalités, de la discrimination, de la pauvreté.

Pour mettre en évidence l'inégalité, on utilise surtout les méthodes comparatives avec les données statistiques, les droits et la pratique sociale, entre les différents pays et les différentes époques.

L'inégalité se retrouve à tout âge et dans tout groupe socioprofessionnel, groupe ethnique, mais aussi entre les sexes en général.

L'inégalité entre les hommes et les femmes existe dans tous les domaines : participation dans la prise des décisions et dans l'exercice du pouvoir ; dans la vie privée et dans la vie sociale ; dans l'emploi et dans le chômage ; dans la promotion et dans la carrière professionnelle ; vis à vis de la sécurité sociale.

La participation des hommes et femmes dans le monde du travail est fortement influencée par leur position dans la société. On peut dire que jusqu'à nos jours le changement d'une société à l'autre change plus ou moins le rôle des femmes dans la société. L'inégalité demeure mais elle baisse ou augmente selon la société que l'on compare.

L'héritage d'une époque qui s'achève

Au cours de XXème siècle le statut et la situation des femmes dans les pays de l'Est a connu des changements radicaux, marqués par la situation politique et par le développement économique des pays, par le changement dans le niveau de l'éducation et de la formation



professionnelle des femmes, par les particularités du développement démographique.

La situation a changé d'une manière radicale au cours des années du régime communiste (1946-1989). Cela était dû, d'une part à l'industrialisation des pays, réalisée d'une manière très intensive et au développement des secteurs non agricoles et, d'autre part, au large accès offert aux femmes à l'enseignement et à l'emploi. Beaucoup de nouveaux secteurs d'activité et de nouveaux emplois ont été créés. Les taux d'activité des hommes et des femmes ont connu une évolution parallèle, mais plus intensive pour les femmes. Lors des dernières décennies de l'époque communiste les femmes ont participé très activement à la vie de la société, dans la politique et dans l'économie du pays.

L'élévation générale du niveau d'éducation pour tous et surtout pour les femmes, a permis à ces dernières de trouver un emploi et d'exercer des responsabilités au travail. L'évolution de la structure de l'emploi, liée à la progression de l'industrie et du secteur tertiaire et à l'extension du salariat, a contribué à ces changements. Dès la fin des années soixante, les femmes d'Europe centrale et orientale constituaient près de la moitié de la force de travail, contre un tiers dans les pays occidentaux à la même époque. C'est vers la moitié des années 1980 que l'activité des femmes atteint son maximum.

En Bulgarie par exemple, pour plus des deux tiers des femmes actives, âgées de 25 à 49 ans, le taux d'activité dépasse alors 95%. Pour la tranche d'âge 30-35 ans il atteint 96,7% et pour les hommes 98,2%. A l'époque, le taux global d'activité de la population s'élevait à 52,4% - 55,3% pour les hommes et 49,5% pour les femmes. En 1988, les femmes représentaient 49,6% de la population active dans les divers secteurs de l'économie nationale. Elles formaient, en 1986, plus de 81% de la main d'œuvre dans la santé, l'enseignement et les branches industrielles du textile, de l'habillement et de l'alimentation; environ deux tiers dans le commerce et la communication; environ la moitié des personnels dans l'administration publique et locale, dans la culture, dans les sciences, les services, l'agriculture et dans beaucoup des branches industrielles. On estime que, pendant cette époque, la part des femmes s'élevait à environ 45% du revenu familial.

Presque toutes les femmes travaillaient à temps plein, sur contrat à durée indéterminée et bénéficiaient de la sécurité sociale. Les lois en vigueur leur garantissaient divers congés payés (pour les enfants), avec l'assurance de retrouver leur poste après une interruption d'emploi. Cette politique a beaucoup aidé les femmes à concilier travail et maternité, dans la mesure où elles disposaient d'une couverture sociale et se sentaient en sécurité. Par ailleurs, les femmes étaient encouragées à se former : elles ont acquis un niveau d'éducation et de qualification parfois plus élevé que celui des hommes, et sont entrées dans presque toutes les professions considérées comme masculines.

Le concept de plein emploi a joué un rôle décisif dans le façonnement de la législation sur l'emploi en Europe centrale et orientale. Les politiques de plein emploi étaient fondées sur les principes d'un niveau de revenu modeste, d'une couverture sociale élargie et d'un droit à la retraite pour tous et assez tôt (l'âge de la retraite a été de 55 ans pour les femmes et pour les hommes 60 ans). De plus, avoir un emploi signifiait presque toujours un emploi à plein temps.



Dans les pays de l'Est jusqu'au début des années 90, les femmes, comme les hommes ont eu des trajectoires professionnelles continues, qui ne s'interrompaient pas lors des maternités. On peut caractériser l'activité féminine, d'après M. Maruani (1993), par une courbe en U renversé, un modèle où l'activité et les obligations familiales vont ensemble. Cette courbe est aussi celle qui se rapproche du modèle masculin. Dans ces années 90 le modèle est identique pour plusieurs pays de l'est comme pour des pays à l'ouest de l'Europe.

La transition vers l'économie de marché :

Reconversions, licenciements et restructuration de l'emploi

L'un des changements le plus remarquable de la structure de l'emploi est celui par branche. Pour la période, relativement courte, de la transition, une importante répartition des salariés entre les secteurs public et privé se met en place. Ce processus est entièrement lié aux réformes en cours dans le pays visant la transition vers l'économie de marché. L'élargissement du secteur privé est l'un des buts prioritaires des réformes sociales et économiques des premières années de la transition. Des entreprises privées créent des emplois alors que d'autres, le secteur public, les suppriment. La réduction des effectifs est obtenue à la fois par l'accroissement des licenciements et à la fois en arrêtant les embauches.

Le développement des secteurs d'activité des pays peut être caractérisé en quatre grands groupes :

- le secteur des services est le seul où l'évolution des effectifs est positive (finances, banques, commerce).
- les activités liées à la consommation des ménages baissent et l'emploi avec.
- l'industrie connaît d'importantes reconversions et de nombreux licenciements.
- l'agriculture reste un secteur important de l'économie nationale et de l'emploi.

Les secteurs qui subissent les plus fortes pertes d'emplois sont l'industrie, la construction, la recherche, l'éducation, la santé. Le nombre des licenciés est le plus important dans les branches de l'industrie ou environ 40% des salariés étaient des femmes. En Bulgarie les salariés de cette branche sont déjà moins de 2/3 par rapport au début de la transition. La part des salariés de cette branche par rapport au nombre général des salariés du pays enregistre une baisse de plus de 10 points. Le nombre et la part des femmes dans l'industrie diminuent beaucoup plus que ceux des hommes. Beaucoup des femmes ingénieurs comme d'autres professions universitaires restent sans travail, elles sont contraintes pour gagner un salaire nécessaire pour vivre, d'occuper des postes du travail non qualifiés, assez souvent sans contrat de travail et sans sécurité sociale.



Aujourd'hui, la transformation dans les pays de l'est s'est traduite par une aggravation des inégalités de sexe à l'égard du travail, de l'emploi professionnel, du salaire, de l'accès au marché du travail. Après les changements politiques en Europe de l'Est et le début des réformes de transformation vers l'économie de marché, le taux d'activité des femmes a très vite diminué, et il continue de diminuer. Sur le marché du travail les femmes sont majoritaires parmi les chômeurs. Elles sont beaucoup plus nombreuses que les hommes parmi les chômeurs de longue durée, parmi ceux qui ne bénéficient plus d'allocation. " Les transformations qu'ont connues les pays de l'Est après 1990 ont d'abord entraîné une montée drastique du chômage et de la pauvreté pour une grande partie de la population... Certains groupes se sont révélés particulièrement vulnérables face à ce processus de précarisation : les jeunes et les personnes âgées, les femmes, les travailleurs non qualifiés, les minorités" (Heinen, J. 1990). Des différences importantes apparaissent entre les pays par rapport aux hommes d'une part, parmi les femmes elles-mêmes d'autre part.

En Bulgarie, comme dans les autres pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO), des différences importantes apparaissent entre les hommes et femmes et entre les femmes elles-mêmes. Peu à peu la montée de la flexibilité accroît ces différences dans tous les pays, creusant l'écart entre les femmes qualifiées et les autres. Leurs taux d'activité ne cesse de diminuer et leur part dans la population active continue de baisser dans tous les pays PECO.

La transformation de la structure de l'emploi, liée à la transition vers l'économie de marché et à la progression du secteur tertiaire, a contribué à changer le nombre et les structures de l'emploi des femmes. Pendant ces dernières années, la reventilation des salariés entre les trois secteurs de économie nationale (agriculture, industrie et services) est considérable. Cette structure met en évidence la nouvelle offre d'emploi pour les femmes, en termes qualitatif mais aussi sur les niveaux des salaires et les écarts entre les salaires des deux sexes, l'organisation de temps du travail, les conditions de travail.

Les postes sur lesquels on embauche les femmes sont moins qualifiés, ils sont à temps partiel ou à durée déterminée. La concentration de l'emploi féminin dans les secteurs à qualification faible et dans lesquels l'expérience professionnelle protège peu, est une menace pour l'égalité de chance, un danger pour la progression du chômage féminin et la précarité dans l'emploi. Les hommes ont tendance à avoir les postes les plus attrayantes et les mieux rémunérés. Dans le cadre d'un secteur considéré, il existe des différences dans la rémunération des hommes et femmes. Comme ailleurs les salaires les plus élevés sont ceux des cadres, catégorie dans laquelle il y a aujourd'hui moins des femmes.

Près de 80% des femmes qui travaillent en Bulgarie se trouvent dans le commerce, l'industrie, l'agriculture, la communication, la recherche scientifique, l'administration. Elles représentent entre 40% et 50% des salariés de l'industrie, de l'agriculture et des services. Elles représentent plus de la moitié (55-66) de ceux qui travaillent dans la recherche scientifique, la santé et la sécurité sociale, l'assurance et l'administration publique. Mais dans l'industrie du prêt-à-porter, l'industrie du cuir et l'industrie de textile, dans l'éducation, elles représentent 70-75% des salariés ; ce sont les branches où les salaires sont les plus bas.



Au moment des suppressions d'emploi la discrimination perdure, pas nécessairement directement mais comme une conséquence à l'inégalité d'accès à l'emploi des femmes. Les suppressions d'emploi commencent généralement par les emplois d'exécution exigeant une qualification moins élevée, lesquels sont tenus le plus souvent par des femmes.

L'inégalité de l'accès au travail se manifeste de différentes manières. D'abord se sont les restrictions dans l'offre d'emploi. Les annonces d'emploi déterminent très souvent l'âge et le sexe du salarié recherché. Le plus souvent on cherche les jeunes avec expérience entre 25 et 35 ans et de préférence des hommes.

L'inégalité se manifeste également dans l'entreprise où les femmes occupent des postes à faibles chances de promotion, des postes sans possibilité d'accès à des responsabilités.

L'agriculture et l'industrie demeurent pour l'heure les secteurs employant le plus de main-d'oeuvre dans les pays en transition. Le processus de restructuration en cours ne tardera pas à s'accompagner ici aussi d'une modification sensible des caractéristiques sectorielles de l'emploi, avec une progression du secteur tertiaire, encore largement sous développé par rapport aux pays de l'Union Européenne.

L'activité et l'emploi : la domination masculine

Pendant les années de la transition, l'emploi de la population a diminué de manière considérable. Le taux d'activité de la population a baissé, mais celui de l'emploi - beaucoup plus.

L'emploi des femmes a diminué plus rapidement que celui des hommes. Le taux d'activité a baissé encore plus pour les femmes jeunes. Auparavant équivalent à celui des hommes, les femmes ont aujourd'hui un taux d'activité inférieur de 10 à 15 points, sans qu'il soit possible de l'expliquer par la différence d'âge de départ à la retraite.

Après 1990, malgré l'apparition de facteurs stimulants beaucoup plus la motivation au travail (taux de chômage élevé, menace permanente du chômage, appauvrissement important des familles, ...), la baisse de la production, le chômage massif et de longue durée, ont contribué à la baisse de l'activité et surtout de l'emploi des femmes.

Le taux d'activité des hommes et des femmes diffère dans le temps, par âge, niveau éducation et qualification. Ces dernières années la différence des taux d'activité et des taux d'emploi par sexe reste sur un écart de plus ou moins 10 points (tabl. 1-4). Les plus grandes différences restent entre les hommes et femmes dans la tranche d'âge 25-34 ans et après 55 ans. Cette dernière tranche est à rapprocher de la différence qui demeure quant à l'âge de départ en retraite.

La plus petite différence dans les taux d'activité se situe pour les plus jeunes (15-24) et dans la tranche où la productivité est au plus haut (35-44 ans). En 2001 les taux d'activité pour les hommes et les femmes entre 25-54 ans sont de 85-95% pour les hommes et de 70-88% pour les femmes. Les taux d'emploi dans cette catégorie d'âges est de 72-89% pour les hommes et de 67-80 % pour les femmes. Les plus grandes différences par sexe s'observent entre la population résidant en ville et celle habitant la campagne. Encore qu'ici il faut aussi noter une



différence importante dans les situation familiale et niveau d'enseignement.

Les disparités des taux d'activité des hommes et femmes sont plus élevées dans les pays de l'Europe centrale et surtout en République tchèque et Hongrie (pour les taux d'activité plus de 15 points), Slovaquie (près de 14 points) et le plus bas en Bulgarie et dans les trois pays baltes (de 7,7 à 9 points).

Le taux d'activité des hommes en Bulgarie et en Hongrie est le plus bas (67,6-67,8%), soit 12 points d'écart avec le plus haut (78,5%) pour la République tchèque en 2001.

Pour tous les PECO (sauf la République tchèque) les taux d'activité des hommes sont plus bas que dans les autres pays de l'Europe : la différence entre les plus hauts niveaux est 5,3 points (85% en Belgique et 79,7% en République tchèque en 1999) et pour les plus bas elle est de 7,4 points (73,7% en Italie et 66,3% en Bulgarie en 1999).

La différence entre les taux d'activité des femmes des pays de l'est est de moins 11 points (52,2% pour l'Hongrie et 63,6% pour Slovaquie et République tchèque) en 2001.

Les disparités pour des taux d'emploi des hommes et femmes de la tranche d'âge 15-64 ans dans les pays d'Europe de l'Est en 2000 sont encore plus importantes. La plus grande différence concerne la République tchèque (plus de 16 points) et la moins importante la Lituanie (3 points). A l'exception encore de la Slovénie, de la Lettonie et de la Bulgarie où cet écart reste relativement étroit (moins de 10 points), la différence entre les taux d'emploi des hommes et femmes par pays est de plus de 10 points. Une exception notable peut être observée en Lituanie où le taux d'emploi des femmes dans la tranche d'âge centrale (25-54) dépasse en effet légèrement (1,7 points) celui des hommes (tabl.3).

Le plus haut niveau d'emploi des femmes se situe en Roumanie (à cause de l'emploi dans l'agriculture), en Slovénie et en Lituanie (58,5-59%). La Bulgarie avec 56,1% s'approche de fait des taux d'emploi les plus pour les hommes (en Pologne, Slovaquie et Lituanie). La différence entre les taux d'emploi par pays est beaucoup plus importante pour les hommes (17 points) que pour les femmes (moins de 11 points). Dans ce cas peut-on expliquer la différence entre les deux sexes sur le marché du travail qu'avec la conjoncture économique par pays? Par exemple en Rep. Tchèque le taux d'emploi des femmes est de moins 16 points de celui des hommes, c'est la plus grande différence alors que ce pays a peut-être la meilleure situation économique.

Les différences tendent à s'accroître avec l'âge, atteignant un extrême de presque 30 points de pourcentage en Rép. Tchèque (22,1% pour les femmes contre 51,6% pour les hommes).

L'élargissement de l'écart entre les sexes avec l'âge a un autre effet. Tandis que les taux d'emploi pour les hommes dans la tranche d'âge supérieure sont habituellement plus élevés que ceux pour les jeunes, le contraire s'applique pour les groupes de femmes correspondantes. Tandis qu'en bas de l'échelle des âges, hommes et femmes sont probablement affectés de la même manière par la transition de l'école à l'entrée sur le marché de l'emploi, le facteur principal déterminant les taux d'emploi des hommes plus âgés semble



reposer presque entièrement sur le règlement de la retraite ou sur les tendances qui ont évolué autour de ce dernier. Ainsi, les 10 pays peuvent être clairement divisés en deux groupes selon les taux d'emploi des hommes plus âgés (55-64): un groupe composé de la Rép. Tchèque, de l'Estonie, de la Lituanie, de la Lettonie et de la Roumanie avec des taux de 50%, et un autre groupe composé de la *Bulgarie*, de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie avec des taux de 30%.

Les femmes dans la tranche d'âge supérieure ne sont pas seulement sujettes aux aides limites les plus basses pour la retraite, mais les conséquences de leur rôle dans la famille et l'inégalité d'opportunités professionnelles les amènent également à prendre leur retraite plus tôt que les hommes. De cela résulte la baisse des taux d'emploi des femmes dans cette classe d'âge allant même jusqu'en dessous de celui des jeunes. Il y a seulement quatre exceptions à ce modèle, les Etats baltes et la Roumanie, dans lesquels le niveau d'emploi à un âge supérieur est plus élevé ou égal à celui des jeunes.

La grande différence dans les taux d'emploi existe encore pour les femmes après l'âge de 55 ans et surtout après 65 ans. Le seul facteur important dans cela est l'âge auquel on prend sa retraite. Si on fait la comparaison avec les hommes pour ces âges on voit très bien l'inégalité. Les femmes selon les lois partent en retraite plus tôt et avec une retraite plus basse que les hommes. Cela veut dire que le niveau de vie et la sécurité sociale sont assez différents pour les hommes et femmes à ces âges (après 55 ans). Il faut également savoir que les conditions du pays comme le facteur démographique font que les femmes ont une plus longue espérance de vie, laquelle va nécessiter qu'elles travaillent même si elles ne le souhaitent pas. Le taux d'emploi des femmes après 65 ans en Roumanie est de plus de 34%.

Parmi les facteurs importants pour l'activité et l'emploi des femmes se situe leur *niveau d'éducation*. En général les pays où les femmes ont le plus haut taux d'emploi sont ceux où l'éducation des femmes est la plus élevée. C'est le cas en Estonie où près de 74% des femmes possèdent le 2^{ème} et 3^{ème} cycle des études. Plus de deux tiers des femmes dans la tranche d'âge des 15 à 65 ans ont ce niveau d'éducation en Rép. Tchèque, Lettonie, Lituanie, Slovaquie. Dans les pays baltes les femmes sont les plus diplômées avec de 14,5% à 34,2% des femmes possédant le 3^{ème} cycle universitaire. Les pays ayant une éducation inférieure mais cependant du niveau du second cycle sont la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie (plus de 43 % des femmes de 15 à 65 ans). Une situation qui s'explique d'une part par l'existence d'une minorité peu scolarisée (les Roms) et, d'autre part, par la place importante de l'agriculture dans l'économie nationale.

Quelle est la différence entre les hommes et femmes selon leur statut professionnel ?

La catégorie professionnelle qui accueille le plus de femmes est celle des aide familiaux (entre 82,6 % et 96% selon les pays en 2000). A l'inverse les hommes sont très majoritaires dans les nouvelles catégories professionnelles comme celle des travailleurs indépendants.

En Slovaquie, Estonie, République Tchèque et Bulgarie, 90 à 95 % des femmes ont le statut de *salariées*. La plus grande partie des femmes



avec le statut d'indépendant sont en Pologne, Roumanie et Lituanie. En grand partie cela s'explique avec la place de l'agriculture où sont encore employés beaucoup de femmes et d'hommes (*L'emploi en Europe 2002. Evolution récente et perspectives, 2002*).

Il existe encore une différence entre les sexes par rapport à ***l'emploi à temps partiel*** dans tous les pays des PECO. Les femmes sont concernées par l'emploi partiel beaucoup plus souvent que les hommes, les moyennes respectives sont de 11,8 % de 7,5% pour les 10-PECO en 2000, avec une différence tendant à être relativement plus importante dans les pays aux taux d'emploi à temps partiel généraux plus faibles, par exemple la Slovaquie, la Hongrie, la République tchèque, la Slovénie ou l'Estonie, et devenant relativement plus faible dans les pays aux taux généraux plus élevés, par exemple en Roumanie et Lettonie, en Pologne, en Lituanie ou dans la Macédoine (tabl.9).

Le travail à temps partiel reste pour l'heure très bas dans les pays de l'Est et surtout en Bulgarie. Cela s'explique par l'héritage de l'idée du plein emploi, de la place importante des femmes salariées dans le secteur public, du grand nombre de femmes le secteur informel et surtout par l'absence de lois et de politiques publiques et d'entreprises dans ce domaine. On peut dire que cette forme d'emploi n'est pas encore inscrite dans les politiques publiques mais également dans les politiques de gestion des ressources humaines des entreprises.

Dans le cas de ***l'emploi temporaire***, les différences entre les sexes ne sont pas très systématiques ou prononcées (*Emploi et marché du travail dans les pays d'Europe centrale, 2001*). C'est la Lettonie qui connaît une part des hommes en emplois temporaires nettement plus élevée que celle des femmes, avec la même tendance dans les Etats baltes, la Macédoine et la Pologne (tabl.10). La tendance inverse se manifeste en République tchèque et en Slovénie. En Roumanie, Slovaquie et Hongrie, les différences entre les sexes dans les emplois temporaires ont une variation de moins d'un pour cent.

Les salariés avec des contrats temporaires vivent un certain degré d'instabilité ou d'insécurité dans la mesure où ils sont confrontés à la nécessité récurrente de se mettre en recherche d'un nouvel emploi dans un avenir proche. Dans les pays d'Europe centrale, avec une moyenne de 4%, l'emploi temporaire reste peu répandu (*L'emploi en Europe 2002. Evolution récente et perspectives, 2002*).

Le chômage pour les hommes et les femmes

Les taux de chômage sont assez différenciés pour les hommes et femmes selon les statistiques et méthodologies utilisées par pays. En principe dans la statistique nationale et surtout l'information des services d'emploi, le chômage pour les femmes est plus élevé que chez les hommes. Elles constituent la plus grande partie des chômeurs et particulièrement des chômeurs de longue durée. La situation va en s'empirant si on consulte les données d'Eurostat ou les enquêtes nationales sur la force du travail.

En ce qui concerne le chômage les femmes sont non seulement davantage touchées que des hommes, mais elles sont beaucoup plus



nombreuses parmi les chômeurs de longue durée ne bénéficiant plus d'allocation. Le chômage frappe davantage les femmes que les hommes. Au début de la transition en Bulgarie elles constituaient les deux tiers des chômeurs, mais après que le chômage soit devenu massif (1992) le taux du chômage féminin a relativement baissé bien que le nombre de chômeuses ait continué de croître. C'est tout simplement le chômage des hommes qui a brutalement augmenté.

Les femmes représentent la majorité des chômeurs de moins de 30 ans, des chômeurs de longue durée, des nouveaux chômeurs enregistrés pendant le mois, mais aussi des personnes qui, désespérées de trouver un emploi, se retirent du marché du travail. Elles représentent la minorité des chômeurs qui trouvent un emploi. Elles sont majoritaires dans presque toutes les catégories socioprofessionnelles au chômage sauf parmi les ouvriers. Le bas niveau de formation ou une faible qualification pénalise plus lourdement les femmes chômeuses ou salariées. La possession d'un diplôme de niveau d'étude secondaire ou supérieure les protège moins que les hommes.

En principe, le taux du chômage est plus élevé pour les femmes, dans les petites villes et dans les villages, pour les jeunes, pour ceux qui n'ont pas de qualification professionnelle et pour certains groupes ethniques comme les Tsiganes où les taux du chômage des femmes dans ces minorités sont beaucoup plus élevés.

Le chômage est extrêmement élevé dans les régions montagneuses et semi montagneuses, dans les régions typiquement agricoles, dans les villages de la périphérie industrielle et le long des frontières. Il est de plus en plus possible de distinguer des cas de ségrégation. Le chômage est massif, de longue durée et sans beaucoup d'espoir d'entrer dans le monde du travail pour les Tsiganes, les jeunes sans expérience professionnelle, pour les jeunes femmes et mères. Leur attente sur le marché du travail ne cesse d'augmenter, certains d'entre eux le quittent désespérés de trouver un emploi quelconque. Pour les jeunes finissant leurs études dans le système d'éducation nationale ou l'ayant quitté prématurément, l'accès au monde du travail est fortement restreint et notamment pour un travail à plein temps, avec un contrat du travail et la sécurité sociale.

Le taux moyen de chômage dans l'Europe de l'est est assez élevé soit plus de 12% pour la tranche d'âge 15-64 ans : officiellement de 7% pour la Hongrie et la Roumanie à 19% pour la Slovaquie. La différence entre les taux de chômage des hommes et femmes est en fait de plus de 12 points : pour les hommes les taux de chômage sont de 7,2% (en Hongrie) à 19,4% (en Slovaquie) et pour les femmes de 5,8% (en Hongrie) à 18,6% (en Slovaquie).

Si l'on regarde les tranches d'âge pour les femmes et pour les hommes, ces différences tendent à s'accroître à la hausse pour les jeunes, atteignant un écart de presque 8 points (Slovaquie, Lettonie, Albanie) et pour la classe d'âge supérieure avec un maximum de presque 4-5 points de pourcentage.

Tout comme c'était le cas dans la comparaison des taux à des âges spécifiques, les relations du chômage des hommes à celui des femmes sont bien moins compliquées que par rapport à l'emploi. En général, il y a seulement des différences mineures dans les taux généraux pour les hommes et les femmes. Comme pour les taux généraux, les tendances



pour les hommes comme pour les femmes montrent une diminution du chômage avec l'âge. Dans seulement trois pays, la Rép. Tchèque, la Slovénie et la Pologne, le chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes pour la plupart des tranches d'âge, tandis que dans les Etats baltes les taux de chômage des femmes sont toujours inférieurs (tabl.13).

A travers les genres, le chômage semble être inégalement divisé entre les hommes et les femmes. Pour un total rapporté de 1,62 million de chômeurs âgés de moins de 25 ans, les hommes représentent 55 % et les femmes 45% en 2000. Bien que le rapport entre le sexe soit proche de l'équilibre dans cette tranche d'âge, la distribution des chômeurs entre les sexes indique une performance inférieure des jeunes hommes (Emploi et marché du travail dans les pays d'Europe centrale, 2001).

Le taux de chômage varie avec le niveau d'éducation (tabl.14), pour les hommes comme pour les femmes. On remarque toutefois que les différences entre hommes et femmes diminuent au fur et à mesure que s'élève le niveau d'éducation.

Le taux de chômage pour les hommes et femmes qui ont une éducation inférieure au 2^{ème} cycle du secondaire est le plus haut, à l'exception de la Roumanie grâce à son agriculture qui emploie de nombreux salariés peu formés. Pour ces catégories, le plus fort taux de chômage est en Slovaquie (48,7% pour les hommes et 33,6% pour les femmes), en Bulgarie (29,6 % et 34,8% pour les femmes), en Estonie (26,9 % et 23,1%), en Rép. Tchèque (26,1% et 20,1%), en Lituanie (25,5% et 18%) et en Lettonie (23,7% et 17,1%).

Le taux de chômage reste plus élevé pour les femmes avec ce niveau en Bulgarie et Pologne.

Les différences entre les sexes pour le chômage de longue durée semblent également quelque peu dépendantes de cet indicateur.

Les différences entre les femmes

Ces dernières années ont connu une augmentation importante de la différenciation entre les femmes selon leur statut et revenus dans la vie sociale et dans le monde de travail.

La sauvegarde d'un niveau d'emploi des femmes relativement élevé est déterminant pour le revenu familial et la situation civile des femmes. Les femmes divorcées et veuves ont le niveau d'activité et d'emploi le plus élevé. La deuxième place appartient aux femmes mariées et la dernière place est pour les filles et femmes jeunes. Ces dernières sont rarement retenues par les employeurs, par manque d'ancienneté et d'expérience professionnelle et beaucoup plus souvent par crainte des congés de maternité et garde des enfants (deux années payées et plus une année non payée). C'est pourquoi aussi de nombreuses jeunes filles sont-elles embauchées sans contrat du travail, sans sécurité sociale, en fait sans aucun statut de salarié.

La deuxième chose importante **est la plus grande disparité entre les taux d'activité des femmes que chez des hommes** (pour les pays



de l'Est, 13 points pour les hommes contre plus de 15 pour les femmes). Il y a des écarts importants qui persistent entre les pays de l'Est, au sein de chaque pays, entre les diverses catégories de femmes. Les différences entre les femmes relèvent essentiellement des niveaux d'éducation, de la structure et de l'état de l'économie nationale.

L'un des facteurs qui explique la grande différence entre les taux d'activité parmi les femmes (surtout après l'âge de 55 ans) est *la structure d'emploi des femmes par secteurs d'activité économique*.

Les comparaisons par pays de l'Europe de l'est montrent très clairement où sont les femmes dans leurs nouvelles économies du marché :

* La plus grande partie des femmes (entre 18 et 26,5 % du total des femmes occupées) est encore présente dans l'industrie manufacturière (sauf en Roumanie et Pologne où les femmes sont dans l'agriculture et en Lettonie dans le commerce et la distribution);

* Les femmes sont en progression dans le commerce et la distribution dans plusieurs pays, secteurs qui deviennent la deuxième place d'activité économique pour les femmes ; c'est le cas de la Bulgarie, de la République tchèque, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovénie (entre 15 et plus de 18 %);

* Elles gardent aussi une place prépondérante dans les secteurs très souvent définis comme féminin : l'éducation (entre 11 et plus de 19% des femmes), la santé et le travail social (9 à 12,54 %);

* Il existe par ailleurs une tendance à l'augmentation de la place des femmes dans l'immobilier et la location ou encore dans les métiers de la communication;

* Dans quelques pays la part des femmes dans l'Administration publique est plus élevée par comparaison aux autres (Hongrie ; République tchèque et Estonie).

Entre deux tiers, trois quarts et plus de quatre cinquièmes des femmes des pays de l'Est sont dans 5 des 14 branches économiques : industrie manufacturière ; commerce et distribution ; éducation ; santé et travail social, dans l'administration publique ou dans l'agriculture. La plus forte concentration de femmes se trouve en Roumanie où presque la moitié des femmes travaillent dans l'agriculture (48 %) ou encore un total de deux tiers des femmes dans l'agriculture et cela conformément à l'ancien modèle de la division du travail des femmes dans l'économie socialiste. (tabl.6 et 7).

La très forte présence des femmes dans l'agriculture où l'on travaille souvent jusqu'à la fin de sa vie, sans jamais s'arrêter, (conséquence de l'appauvrissement et de conditions de vie extrêmement précaires) en Roumanie et dans les pays baltes, expliquent ainsi le fait que presque la moitié des femmes entre 55 et 64 ans (47,3%) et plus d'un tiers (34,4%) des femmes de 65 ans et plus, travaillent encore.

Dans tous les pays d'Europe de l'Est, excepté la Roumanie, le secteur des services représente entre 50 et 60 % des travailleurs, et affiche en même temps la tendance classique selon laquelle **l'emploi des femmes est dominant dans les services**, plus que dans l'industrie.



Tous les pays de PECO affichent maintenant la tendance typique de l'emploi de l'Europe de l'Ouest, où les femmes sont majoritaires dans les secteurs des services plutôt que dans l'industrie, tandis que l'emploi industriel est principalement masculin, bien que la part des hommes travaillant dans le secteur tertiaire soit déjà souvent égale ou même supérieure à celle du secteur secondaire.

Les femmes salariées à plein temps et en statut d'indépendant ont une **longue durée de travail hebdomadaire** de 40 à 48 heures, surtout en République tchèque, en Slovénie, en Slovaquie et en Lettonie (tabl. 12). En général dans ces pays les femmes ont aussi la plus longue durée hebdomadaire comme salariées à temps partiel (20 à 26 heures). Parmi les pays où les femmes ont le moins d'heures par semaine on trouve la Bulgarie et la Lituanie (moins de 40 heures).

Les jeunes: quelle différence dans le monde du travail entre les femmes et les hommes ?

L'examen des taux du chômage révèle une performance nettement meilleure des jeunes femmes dans sept pays sur dix. *Le plus grand avantage féminin peut-être observé en Slovaquie, Lettonie et Bulgarie* (tabl. 13). Des différences un peu plus faibles sont remarquées en Roumanie, en Hongrie, en Estonie et en Rép. tchèque. Il faut noter, cependant, que la position de chaque pays est exclusivement déterminée par la différence absolue entre les taux féminins et masculins.

En terme relatif, le taux de chômage des jeunes femmes est limité aux trois quarts du taux masculin correspondant en Hongrie. Dans deux pays seulement, la Pologne et la Slovénie, le taux conventionnel de chômage indiquent que les jeunes femmes sont significativement moins bien placées que les jeunes hommes au niveau de l'emploi. Le passage d'une mesure basé sur la population active à une mesure basée sur la population en générale renforce l'impression d'un chômage plus faible chez les jeunes femmes. Les femmes présentent un niveau de chômage plus faible dans tous les pays si l'on juge à partir de la mesure basée sur la population (tabl.17).

L'hypothèse selon laquelle le chômage plus faible des femmes a été atteint au dépend d'un découragement sur le marché du travail plus fréquent parmi les femmes, a parfois été soulevée. Cette hypothèse a été testée en examinant la part de la population économiquement inactive qui n'est pas incluse dans la recherche d'un emploi du fait qu'elle croit qu'aucun emploi n'est disponible. L'analyse a révélé que de manière similaire, les hommes sont plus représentés dans cette catégorie. En prenant l'ensemble des pays, 2,6% des hommes et 1,6% des femmes dans la tranche d'âge de 15 à 24 ans peuvent être considérés comme des travailleurs découragés.

Le différentiel de genre observé est en effet intrigant par rapport à la fréquente perception des femmes comme groupe vulnérable de façon disproportionnée dans les transformations sociales et économiques. L'explication à cette performance supérieure des jeunes femmes face au chômage peut être recherchée sous une perspective différente. Un



mécanisme essentiel à prendre en considération est la rapide restructuration de l'économie qui a impliqué la concentration de destructions d'emplois dans les secteurs primaires et secondaires, dominés par des emplois masculins, et la création d'emplois *dans le secteur tertiaire* où la main d'oeuvre féminine prévaut.

Un autre facteur majeur établit un rapport avec le *capital humain* qui a sensiblement augmenté en importance pendant la transition. A l'expulsion de la Slovaquie, les EFT indiquent un *engagement dans l'éducation* plus important de la part des femmes dans tous les pays. La différence d'engagement dans l'éducation devient particulièrement prononcée dans la tranche d'âge de 20 à 24 ans. En Slovénie et en Estonie, la part des femmes faisant des études dépasse celui des hommes de plus d'un tiers, ce qui traduit une *augmentation d'un an de la durée de la vie scolaire pour les femmes*. Du point de vue du chômage, l'éducation prolongée limite le nombre de femmes engagées dans la recherche active d'un emploi, mais de manière plus importante, l'éducation avancée fournit l'accès à des emplois plus productifs et mieux rémunérés.

Si l'on considère la structure des chômeurs dans la tranche d'âge de 15-24 ans, les pays sont équitablement divisés. *En Bulgarie, en Rép. tchèque, en Estonie, en Pologne et en Slovénie*, les jeunes femmes représentent une proportion plus élevée du chômage longue durée que leurs homologues masculins. En Hongrie, en Lettonie, en Lituanie, en Roumanie et en Slovaquie les différences vont dans une direction opposée. Cependant, le jugement basé sur le taux de chômage longue performance des jeunes femmes est inférieure en termes de durée de chômage.

La connexion possible entre l'enregistrement du chômage et les chances de trouver un emploi, est également soulignée dans la différence entre les sexes dans l'enregistrement du chômage. En Rép. tchèque, en Estonie, en Pologne, en Roumanie et en Slovénie, les jeunes femmes montrent une propension plus élevée à s'enregistrer comme chômeuse que leurs homologues masculins. En Hongrie, en Lettonie, en Lituanie et en Slovaquie, d'autre part, la différence entre les sexes va dans la direction opposée. A l'exception de la Roumanie, cette configuration des pays est précisément la même que pour la proportion du chômage longue durée dans la tranche d'âge des 15-24 ans. Et sur un niveau spécifique de pays, l'Estonie qui avait l'écart entre les sexes le plus important dans la proportion de chômage longue durée représente également la différence la plus grande entre les jeunes hommes et femmes d'enregistrement du chômage.

Conclusion

Dans tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest, les femmes les plus diplômées connaissent les taux d'activité les plus forts. Les femmes diplômées de l'enseignement supérieur ont un taux d'activité proche de celui des hommes. Les différences entre les pays relèvent de ce que on a appelé pendant les dernières années à l'ouest des "conventions de genre", c'est-à-dire des modes d'articulation des sphères professionnelle et familiale.



Si on parle d'inégalité ou de discrimination, on vise surtout la vie collective, pas la vie privée. Dans ce cas le travail domestique reste dehors, on ne le compte pas – ni pour les richesses qu'il produit, ni pour le travail réalisé à cette occasion.

Les femmes dans la sphère privée conserve toujours le travail domestique, le ménage, la garde des enfants et leur éducation. Dans nos sociétés c'est quelque chose qui « va de soi ». Aussi on trouvera « naturel » de conseiller aux filles le travail à domicile où les emplois familiaux, ceux qui, chez nous, sont non payés et sans sécurité sociale.

De point de vue du travail, les femmes des pays de l'Est ont encore de très nombreux atouts professionnels, mais pour combien de temps alors qu'on parle dans cette région de l'Europe d'une tendance assez forte à l'appauvrissement des femme ?

Allons-nous rejoindre tous ces pays où, comme l'écrit D. Kergoat : "Aux femmes est assigné le travail domestique avec, en quelque sorte en plus, le travail salarié " (Kergoat, 1998).

Actuellement les femmes ont encore un grand choix pour leur statut dans la vie professionnelle, en matière de métier, d'emploi, de contrat. Mais de plus en plus leurs choix sont prédestinés par la conjoncture du marché du travail et par le rôle important de l'économie informelle, dite travail " noir " ou " gris ". Les femmes sont les premières victimes de ces formes souterraines de travail.

La réduction de l'offre de travail des femmes et des jeunes s'est produite essentiellement en période de baisse d'activité économique. Ces deux catégories de salariés sont celles qui sont condamnées à s'adapter au niveau de l'activité économique. Ainsi ces dernières années avons-nous vu se développer les emplois à durée limitée en même temps que chutaient les emplois à durée indéterminée.

Les femmes ont perdu la sécurité économique et sociale, et dans beaucoup de cas leur indépendance économique. Elles sont plus concernées par les processus de privatisation et la restructuration de l'économie dans les secteurs et branches. Elles subissent la restructuration des budgets d'état, un appauvrissement massif, la dégradation des conditions du travail et de la santé dans le travail, comme dans la vie quotidienne.

Les femmes sont souvent plus au chômage que les hommes. Leur chômage dure plus longtemps. Elles sont majoritaires parmi les demandeurs d'emploi. Elles sont donc " surreprésentées dans le chômage ", il y en a sur chômage féminin. Les femmes dans presque dans tout les pays représentent moins de la moitié des actifs, mais plus de la moitié des chômeurs. La structure du chômage par tranche d'âge est la même pour les deux sexes, mais les taux sont toujours plus élevés pour les femmes. La plus grande partie des jeunes au chômage sont filles ou jeunes femmes.

La comparaison entre les 10 pays des PECO en voie d'intégration à l'Union européenne montre que le fond du problème ne diffère pas selon le contexte économique des pays, c'est-à-dire qu'il y ait ou non croissance économique. Les explications sont peut-être à trouver dans la définition de la hiérarchie des valeurs entre sphère publique et sphère privée, dans la réflexion autour du développement de l'individualisme libéral, de la nature et de la pertinence des transformations sociales.

Références

"100 mots pour l'égalité", un glossaire de termes sur l'égalité entre les femmes et les hommes, Commission européenne.

Bihr, A., R.Pfefferkorn, *Hommes/Femmes L'Introuvable Egalite*. Ecole, travail, couple, espace public, Les Ed. De l'Atelier, Paris, 1996.

Egalité, équité, discrimination : hommes et femmes sur le marché du travail, Les Cahiers du Mage, 2 /97

Emploi et marché du travail dans les pays d'Europe centrale, Commission Européenne, Eurostrat, 2001

Guide pour l'évaluation de l'impact selon le genre, Commission européenne

Heinen, J., Introduction in "Transitions en Europe de l'Est: *Main d'oeuvre et citoyennes de seconde zone ?*", Cahiers du GEDISST, N 12, IRESKO-CNRS, 1995.

Heinen, J, *Genre et politiques étatiques en Europe centrale et orientale*, In Recherches féministes, vol.12, n 1, 1999 : 123 -135.

Hirata H., D. Kergoat, *La division sexuelle du travail revisitée*, In "Les nouvelles frontières de l'inégalité. Hommes et femmes sur le marché du travail". Sous la dir. de M.Marvani, ed. La Découverte, Paris, 1998

Hommes et femmes face à l'emploi, Les dossiers thématiques, INSEE ; DARES, N 17, 2000

Kergoat, D., *Les Ouvrières*, Le Sycomore, Paris, 1982.

Kergoat, D., *La division du travail entre les sexes*, In "Le monde du travail", Sous dir. J.Kergoat et al., Paris, 1998.

L'égalité des droits et des chances des femmes en Bulgarie, UDF en Bulgarie et FGT de Belgique, 1994.

L'emploi en Europe 2002. Evolution récente et perspectives, Commission européenne, 2002

Marvani M. et Reynaud E., *Sociologie de l'emploi*, éd., La Découverte, coll. "Repères", Paris, 1993.

Marvani M., *Travail et emploi des femmes*, Ed. La Découverte, Paris, 2000

Mouriaux, M-F., *La pluriactivité entre l'utopie et la contrainte*, La Lettre CEE 51, 1998.

Rapport annuel de la Commission. *L'égalité des chances pour les femmes et les hommes dans l'Union européenne - 1998*, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, 1999.

Rapport intermédiaire de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions sur la



mise en œuvre du programme *d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes* (1996-2000), Commission européenne, Emploi & affaire sociales, 1999.

O'Reilly, J., *Le temps partiel dans les deux Allemagne*, Cahiers du Mage, 2/95

Vladimirova, K., *Sur le marché du travail en Bulgarie*, Ed. UENM, "Stopanstvo", Sofia, 1995 .

Vladimirova, K., *Les femmes en Bulgarie dans la nouvelle situation socioéconomique*, Colloque: "Restructurations économiques et mutations sociales: Vers quelles Europe de l'Est ?", Montreuil, 1996.

Vladimirova K., *Le marché du travail: emploi, chômage et politique*, In "Bilan des 7 années de transition en Bulgarie à l'économie de marché", Colloque Franco-bulgare, Sofia, 1997.

Vladimirova K., *La Bulgarie: Transition, intégration et emploi*, In "Intégration européenne et emploi: le cas des pays semi-périphériques de l'Europe". Sous la dir. de Marc Dusautoy, Ed. Presses de la Sorbonne, 1998

Vladimirova, K., "Femmes et marché du travail en Bulgarie", In *Un continent noir: le travail féminin*, Cahiers du Genre, no 26, l'Harmattan, Paris, 1999

Vladimirova, K., (Sous la dir.), *Le travail, l'emploi et le chômage. Les femmes sur le marché du travail*, Sofia, ed. Stopanstvo, l'Université d'Économie Nationale et Mondiale, 2000

Vladimirova, K., " Restructuring of the Labour Force", In *Monitoring of Bulgaria's accession to the European Union 2000*, Ed. Friedrich Ebert Stiftung, Sofia, 2000.

Vladimirova, K., "L'emploi des femmes", In *Les femmes et l'entrepreneuriat*, OMT, FDP, Sofia, 2000